



CURRICULUM VITAE

André ROUX

Né le 24 novembre 1953 à Avignon (FR)
Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques
Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur

Adresse personnelle :

19, La Clairière
13790 - ROUSSET
Tel : +33 6 07 86 74 11
Courriel : andreroux2000@live.com

Adresses professionnelle :

Institut d'Etudes Politiques
25 rue Gaston de Saporta
13625 Aix en Provence Cedex 1

FONCTIONS

Professeur d'Université à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence (Aix Marseille Université)
Directeur du Master « Carrières publiques » de l'IEP d'Aix en Provence
Directeur du département de droit de l'IEP d'Aix en Provence
Directeur de l'Unité Mixte de Recherche Droit public comparé, droit international et droit européen, CNRS UMR 6201 (2003-2008)
Directeur du Groupe d'études et de Recherches sur la Justice constitutionnelle, Institut Louis Favoreu, CNRS UMR 6201 (2004-2008)
Directeur du Master de Droit public de la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille (2004-2010)
Directeur de la Revue française de droit constitutionnel (depuis 2005)
Directeur de l'UFR Recherches juridiques, politiques et sociales (1990-1995)
Directeur du Groupement de Recherches « Droit public comparé » CNRS GDR 1177 (1995-1999)

TITRES UNIVERSITAIRES FRANÇAIS - DIPLÔMES

- Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence (1973), lauréat de l'I.E.P. (1er prix du classement général)
- Licence en droit, lauréat de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence (concours de droit public) 1974
- Diplôme d'études supérieures de droit public, mention bien (1975)
- Doctorat d'Etat en droit public, mention très bien avec éloges (1980)
- Premier prix de doctorat (Faculté de droit d'Aix-en-Provence) (1981)
- Agrégé des Facultés de droit (1985), major du concours.

Carrière Universitaire

- 1975-1985 : Assistant de Droit Public, puis Maître de Conférences à l'Université d'Aix-Marseille III (Institut d'Etudes politiques)
- 1986-1989 : Professeur de Droit Public à l'Université de Toulon et du Var
- 1989-1991 : Professeur de Droit Public à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence (Université Aix-Marseille)
- Depuis 1991 : Professeur de droit public à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence.
- Le 01/01/1992 : Avancement à la 1ère classe du corps des Professeurs d'université.
Le 01/09/2007 : Professeur des Universités de classe exceptionnelle (promotion au deuxième échelon le 1er /09/2012). Attributaire de la Prime d'Excellence Scientifique et de la Prime d'encadrement doctoral et de recherche.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

- Cours à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence

- Droit constitutionnel (Licence droit, 1ère année)
- Droit constitutionnel approfondi (Masters Droit public général, Droits fondamentaux, Droit et pratique des contentieux publics)
- Droit constitutionnel des collectivités locales (DESS collectivités locales)
- La protection internationale des droits de l'Homme (Master Droit international public et Master Droit communautaire)

- Cours à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence

- Droit constitutionnel et droit administratif (C.P.A.G., Licence d'administration publique, Préparation ENA)
- Organisation politique de l'État (cours obligatoire première année)
- Budgets publics et systèmes fiscaux (Master 2 et CPAG)
- Institutions politiques comparées (cours obligatoire commun, 3^e année puis 2^e année)
- Introduction à la vie politique (Formation continue, IEP)

- Cours au Centre National de la Fonction Publique Territoriale

- Droit public (droit constitutionnel, droit administratif, finances publiques)
- Méthodologie des rapports et notes de synthèse

- Cours aux Collèges Universitaires Français de Moscou et de Saint-Petersbourg

- Droit public (droit constitutionnel, droit administratif)

- Cours à l'Université de Birzeit (Territoires palestiniens)

- Droit public (droit constitutionnel, droit administratif)

RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES

DIRECTION D'ÉQUIPES DE RECHERCHE ET DE DIPLÔMES :

- Directeur de l'UMR 6201 CNRS-Université Paul Cézanne, Droit public comparé, droit international et droit européen (de 2003 à 2008,) regroupant :
 - Le Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle – Institut Louis Favoreu (Université Paul Cézanne Aix-Marseille III)
 - Le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires (Université Paul Cézanne Aix-Marseille III)
 - Le Centre de Droit et Politique Comparés Jean-Claude Escarras (Université du Sud Toulon-Var)
 - L'Institut d'Etudes Ibériques et Ibéro-américaines – Droit et Politique comparés (Université de Pau et des Pays de l'Adour).
- Directeur du Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice constitutionnelle, Institut Louis Favoreu, CNRS UMR 6201 (2004-2008)
- Directeur du Master de Droit public de la Faculté de Droit et de Science Politique (options : Droit public général – Droits fondamentaux – Droit administratif des collectivités territoriales – Droit et pratique des contentieux publics – Droit, Economie et management des collectivités territoriales – Carrières administratives – Conseil juridique au Commandement) (jusqu'en 2011).

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

ACTIVITÉS ÉDITORIALES

- Directeur de la *Revue française de droit constitutionnel*, éditée par les PUF, depuis 2005 (Secrétaire général de 1990 à 2005)
- Directeur de l'Annuaire International de Justice constitutionnelle, édité par ECONOMICA-PUAM, (2005-2008)
- Directeur de la Collection Droit public comparé et européen, éd. Bruylant (collection créée en 2006)

CONSEILS, COMMISSIONS ET JURYS DE CONCOURS

- Membre du Conseil d'administration de l'IEP d'Aix en Provence
- Membre du jury du deuxième concours (interne) d'agrégation de Droit public (2002-2003)
- Membre des jurys de recrutement du CNFPT.
- Président du jury du concours d'administrateur territorial (2008-2009)
- Membre du jury du premier concours (externe) d'agrégation de droit public (2009-2010)
- Membre du jury du prix de thèse du Sénat
- Membre du jury du prix de thèse de la Fondation Varenne.
- Membre du Conseil de Provence (assemblée consultative du département des Bouches du Rhône, nommé au titre des personnalités qualifiées)

EXPERTISES NATIONALES

- Expert pour le droit public auprès de la Direction de la Recherche – Ministère de l'Education nationale (jusqu'en 2007)
- Expert auprès de l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur- Président du Comité d'expertise des centres de recherche de l'Université de Nanterre (février 2008)
- Expert auprès du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur –
 - Président du comité de visite du Centre de recherche et d'étude en droit et science politique de l'Université de Bourgogne (janvier 2016)
 - Président du comité de visite du Centre d'études constitutionnelles et politiques de l'Université Paris II (janvier 2018)
- ___ Auditions par la Mission parlementaire (C. Lise et M. Tamaya) chargée d'un rapport au Premier ministre sur l'avenir institutionnel des départements d'outre-mer, Paris, Assemblée Nationale, 1999.
- ___ Audition par la Commission des Lois du Sénat sur la réforme constitutionnelle relative aux collectivités territoriales, octobre 2002.
- ___ Rapport élaboré à la demande du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie sur les transferts de compétences de l'article 27 de la loi organique de 1999, 115 pages, mars 2011.
- ___ Rapport élaboré à la demande du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Energie sur les fondements constitutionnels d'une éventuelle illégalité du contrat de partenariat conclu entre l'État et Ecomouv SAS, 38 p, décembre 2014.
- ___ Rapport réalisé à la demande de la Communauté du Pays d'Aix sur la création de la Métropole Aix Marseille Provence, 2015.

EXPERTISES INTERNATIONALES

---Rapport élaboré à la demande du Gouvernement luxembourgeois, Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative sur « Le rôle de l'Etat au Luxembourg », 227 pages, juin 2003.

- Expert auprès du Conseil de l'Europe (Groupe d'Experts indépendants sur la Charte européenne de l'autonomie locale) depuis 2000.
- . Rédaction de plusieurs rapports de monitoring (Norvège en 2015, Suisse en 2017, Tunisie en 2018, Albanie en 2021, Andorre en 2023)
- . Participation au programme « Gouvernance démocratique au niveau local et régional » mis en œuvre en Tunisie (assistance à la rédaction des textes législatifs et réglementaires relatifs aux collectivités locales, 2017)
- . Participation au projet « Renforcer la gouvernance démocratique au niveau local et régional au Maroc » (projet de réforme des compétences des provinces)

--- Audition par la Commission de l'Organisation de l'Administration et des Affaires des Forces armées de l'Assemblée des Représentants du Peuple sur le projet de Code des collectivités locales (Tunis, septembre 2017).

--- Expert auprès de l'ONG *Democracy Reporting International* (Tunisie). Participation à plusieurs programmes de 2014 à 2021 :

Séminaires sur la mise en œuvre de la décentralisation en Tunisie ; Formation des magistrats ; Élaboration d'un document sur la démocratie participative locale ; d'un rapport sur la moralisation de la vie politique en Tunisie à la lumière des expériences étrangères ; d'un ouvrage sur les limites au droit d'accès à l'information dans une perspective comparative ; d'un rapport sur les standards internationaux en matière de référendums constitutionnels et législatifs.

INVITATIONS D'UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES (COURS OU CONFÉRENCES)

- Université Western-Cape (Afrique du Sud), août 2003
- Université La Sapienza, Rome (Italie), janvier 2004
- Université Rienmin, Beijing (Chine), janvier 2005, novembre 2008
- Université Externado, Bogota (Colombie), mai 2005
- Université Tokai, Tokyo (Japon), août 2005
- Université de Varsovie (Pologne), octobre 2005
- Université Nationale autonome de Mexico, UNAM, (Mexique), décembre 2005
- Faculté des Sciences Juridique de Tunis, février 2008, mars-avril 2011, avril 2022
- Université de Naples 2 (Italie), mai 2008
- Université de Montréal, octobre 2010
- Faculté de droit de Cordoba (Argentine), décembre 2011
- Universités de Yeungnam et de Jeju (Corée du Sud), avril 2012
- Université de Birzeit (Territoires palestiniens), décembre 2008, février 2012, mars 2014.
- Universités de Kara et de Lomé (Togo), avril 2017.
- Université de Téhéran et Ecole des Relations internationales, octobre 2017.
- Université de Zhejiang, Guanghua Law School (Chine), novembre 2017.
- Université de Lampung (Indonésie), juillet-août 2019.

Direction de thèses

- Akdag (Sevki), « La Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme » (20/12/2002)
- Nombo (Emmanuel), « La nouvelle Constitution congolaise » (23/05/2003)
- Carpentier (Élise), « La résolution juridictionnelle des conflits entre organes constitutionnels » (18/12/2004)
- Shaath (Hala), « L'évolution des collectivités territoriales palestiniennes » (14/01/2005)
- Ribes (Didier), « L'État protecteur des droits fondamentaux : recherche en droit comparé sur les effets des droits fondamentaux entre personnes privées » (21/05/2005)
- Nicot (Séverine), « La sélection des recours devant le juge constitutionnel » (10/12/2005)
- Jacquier (Caroline), « La protection des enfants-soldats par le droit international » (07/10/2006)
- Le Bot (Olivier), « Le référé-liberté fondamentale » (09/12/2006)
- Ashor (Salem), « Le droit d'ingérence humanitaire et la souveraineté des États » (23/02/2007).
- Khillo (Imad), « Les droits de la femme à la frontière du droit international et du droit interne inspiré de l'Islam : le cas des pays arabes » (02/06/2008)
- Alicino (Francesco) (co-tutelle Marina Calamo Specchia, Université de Bari), « Le constitutionnalisme européen » (27/06/2008).
- Danilenko (Denis) (co-direction Jean Gueit), « Le procès constitutionnel et le droit processuel » (29/10/2008)
- Rachid Rachid, « L'action de l'organisation internationale du travail en matière de protection des droits fondamentaux des travailleurs » (28/11/2008).
- Capitani (Amandine), « Les libertés de l'entrepreneur. Recherches sur la protection constitutionnelle des droits et libertés à caractère économique. Aspects de droit comparé espagnol, français et suisse » (29/11/2008)

Heydari (Bahareh), « Le rôle des droits de l'homme dans les relations extérieures de l'Union européenne avec les États tiers » (23/01/2009)

Besson (Élise), « L'encadrement constitutionnel des relations financières entre l'État et les collectivités infra-étatiques » (05/12/2009)

Yuan-Hao (Huang), « Le pouvoir discrétionnaire législatif et le contrôle de constitutionnalité : étude comparative entre droit français et droit allemand » (18/01/2010)

Serhan (Youssef), « La conception libanaise de l'État de droit » (27/02/2010).

Francisci (Patricia), « Le statut constitutionnel des partis politiques » (21/01/2011).

Panagopoulos (Antonis), « Modèle américain ou modèle européenne de justice constitutionnelle : étude comparative à travers le cas hellénique » (28/01/2011).

Soltani (Seyed Nasser), « La notion de Constitution dans l'oeuvre de l'assemblée constituante iranienne de 1906 » (24/02/2011).

Amornrat (Kulsudjarit), « La responsabilité individuelle des membres du gouvernement : étude comparative des procédures constitutionnelles française et thaïlandaise » (24/06/2011).

Colodrovski (Natasa), « La justice constitutionnelle dans les pays d'Europe centrale et orientale : évolutions actuelles » (11/07/2011).

Girard (Didier), « La France devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Contribution à l'analyse du comportement étatique devant une juridiction internationale » (10/12/2011) .

Rrapi (Patricia), « L'accessibilité et l'intelligibilité de la loi en droit constitutionnel. Étude du discours sur la « qualité de la loi » (23/11/2012).

Wei (Wang), « Le contrôle de constitutionnalité en Chine au regard de l'expérience française » (codirection Jin Banggui) (07/02/2013).

Liu (Yafei), « La protection des travailleurs en Chine » (5/03/2013).

Rajska (Dagmara), « Étude comparative des droits garantis aux justiciables en application de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et de leur traduction en droit interne en France et en Pologne » (cotutelle Miroslaw Granat, Université Varsovie) (25/05/2013).

Cheniguer (Rachid), « La démocratisation de l'État par la coercition militaire : le cas de l'Irak » (10/01/2014).

Busseuil (Arnaud), « L'autonomie dans la République : bilan politique et juridique de trente années d'autonomie en Polynésie Française (1984-2014) » (12/1/2018).

Carvalho Filho (José Dos Santos), « Le contrôle de constitutionnalité des lois au Brésil au regard de l'expérience française », (Codirection Élise Carpentier) (28/1/2019).

Lee (Shin Yi) : « Recherches comparées sur les mécanismes spécifiques du contentieux constitutionnel en France et en Corée », en cotutelle avec l'Université de Yeungnam (Corée), co-directeur : Professeur In Soo Park .

Zhang (Xuan), « Le traitement de la minorité musulmane du Xinjiang : une application de la nouvelle conception chinoise de l'Homme » (27/1/2023)

Alfarra Chaat (Hadeel) , « L'application du droit international sur la situation des réfugiés en zones de conflits »

